

**Accord collectif national**  
**ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES,**  
**RURAUX ET FORESTIERS**

ACCORD DU 25 MARS 2014  
RELATIF AU PLAN D'ÉPARGNE POUR LA RETRAITE COLLECTIF  
(PERCOI)

NOR : AGRS1497238M

Entre :

La FNEDT,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La FGTA FO ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Le présent accord, portant création d'un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCOI) facultatif, a pour objet le développement de l'épargne retraite des entreprises de travaux agricoles définies au 1<sup>o</sup> de l'article L. 722-2 du code rural et de la pêche maritime et des entreprises de travaux forestiers définies à l'article L. 722-3 du même code sur l'ensemble du territoire français (métropole).

Le présent PERCOI a pour objet de permettre aux salariés de l'entreprise de se constituer, avec l'aide de celle-ci, en vue de leur retraite, une épargne investie dans un portefeuille collectif de valeurs mobilières.

Le présent accord constitue le règlement du plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCOI).

Sont annexés <sup>(1)</sup> au présent accord :

- la liste des instruments de placement et les critères de choix des FCPE ;
- les documents d'information clé pour l'investisseur (DICI) des FCPE ;
- les conditions particulières valant bulletin d'adhésion ;
- l'annexe tarifaire ;
- les modalités de l'option PERCOI piloté.

---

(1) Ne constituant pas un dispositif juridique sujet à extension, ces annexes ne sont pas publiées au *BOCC*.

## Article 2

### *Champ d'application*

Le présent accord est applicable, sur l'ensemble du territoire français (métropole), aux entreprises de travaux agricoles définis au 1° de l'article L. 722-2 du code rural et de la pêche maritime et aux entreprises de travaux forestiers définis à l'article L. 722-3 du même code sur l'ensemble du territoire français (métropole).

## Article 3

### *Caractère facultatif de l'adhésion au dispositif*

Peut adhérer de façon facultative au présent PERCOI l'ensemble des entreprises visées à l'article 2 du présent accord.

Egalement, les entreprises sont libres d'accéder au PERCOI de leur choix en dehors du cadre du présent accord. De même, les PERCO ou PERCOI existant dans les entreprises à la date de prise d'effet du présent accord PERCOI ne sont pas remis en cause. Toutefois, ces entreprises ont la possibilité de se soumettre au présent accord après dénonciation de leur dispositif.

Il est précisé que l'adhésion au PERCOI est subordonnée au fait que l'entreprise dispose d'un plan d'épargne salariale de plus courte durée : plan d'épargne entreprise (PEE) ou interentreprises (PEI) ou de groupe (PEG).

## Article 4

### *Bénéficiaires*

Peuvent effectuer des versements sur le présent PERCOI :

- tout salarié qui justifie d'une durée minimale d'ancienneté de 3 mois dans l'entreprise à la date de son premier versement. L'ancienneté requise prend en compte tous les contrats de travail exécutés au cours de l'année au titre de laquelle les versements sont effectués dans le plan et des 12 mois qui la précèdent ;
- dans les entreprises dont l'effectif habituel comprend au moins 1 et au plus 250 salariés, les chefs de ces entreprises ou, s'il s'agit de personnes morales, leurs présidents, directeurs généraux, gérants ou membres du directoire ainsi que le conjoint du chef d'entreprise s'il a le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé mentionné à l'article L. 121-4 du code de commerce peuvent participer dans les mêmes conditions que les salariés au PERCOI ;
- peuvent également participer dans les mêmes conditions au PERCOI les salariés d'un groupement d'employeurs mis à disposition de l'entreprise.

Les retraités peuvent continuer à effectuer des versements sur leur PERCOI, à condition d'avoir effectué au moins un versement avant leur départ à la retraite et de ne pas avoir demandé le déblocage de la totalité de leurs avoirs. Ces versements sont effectués dans les mêmes conditions que pour les salariés mais ne bénéficient ni de l'abondement de l'entreprise, ni de la prise en charge des frais visés au 8.1 du présent PERCOI.

Les anciens salariés autres que les retraités peuvent rester adhérents au PERCOI et continuer à effectuer des versements sur celui-ci s'ils ne disposent pas d'un PERCO, d'un PERCOG ou d'un PERCOI dans la nouvelle entreprise où ils sont employés. Ces versements ne bénéficient ni de l'abondement de l'employeur, ni de la prise en charge des frais visés au 8.1 du présent PERCOI.

Les anciens salariés peuvent également affecter au plan leur prime d'intéressement ou leur participation afférente à la période d'activité précédant leur départ. Ils ne peuvent prétendre au bénéfice de l'abondement de l'employeur sur ce versement, ni à la prise en charge des frais visés au 8.1 du présent PERCOI.

## Article 5

### *Adhésion des bénéficiaires*

L'entreprise qui souhaite adhérer au PERCOI le fait par signature des conditions particulières valant bulletin d'adhésion remis par l'organisme gestionnaire des fonds et qui précise les modalités de gestion du contrat. Cette adhésion emporte acceptation pleine et entière du présent PERCOI. Elle est notifiée également au teneur de compte.

Sous réserve de l'adhésion de l'entreprise au présent PERCOI, le premier versement du bénéficiaire (visé à l'article 4) au PERCOI entraîne de fait son adhésion au plan.

## Article 6

### *Intervenants au plan <sup>(1)</sup>*

#### 6.1. Gestion des fonds

L'organisme gestionnaire des fonds, ci-après dénommé « la société de gestion », est chargé de constituer les portefeuilles collectifs et de vérifier la performance des fonds, agit pour le compte des porteurs de parts qui sont copropriétaires des FCPE et les représente à l'égard des tiers pour tous les actes intéressant leurs droits et obligations.

AGRICA Epargne, société par actions simplifiée au capital de 3 M€, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 449 912 369, dont le siège social est 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08, agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro d'agrément AMF GP 04 005, gère quatre fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) cités à l'article 11 du présent PERCOI.

AGRICA Epargne distribue deux FCPE cités à l'article 11 et gérés par Amundi, société anonyme au capital de 578 002 350 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 437 574 452, dont le siège social est 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris, agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro d'agrément GP 04000036.

#### 6.2. Teneur de compte conservateur de parts

Le teneur de compte conservateur de parts est Amundi Tenue de Comptes (filiale d'Amundi), société anonyme au capital de 24 M€, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 433 221 074, dont l'adresse postale est 26956 Valence Cedex 9, ci-après dénommé « le teneur de compte ». Le teneur de compte tient un compte individuel pour chaque porteur de parts, est son interlocuteur pour toute question relative à son compte et l'informe dans les conditions indiquées à l'article 18 du présent PERCOI.

#### 6.3. Dépositaire

Le dépositaire des FCPE est CACEIS Bank France, société anonyme au capital de 310 M€, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 692 024 722, dont le siège social est 1-3, place Valhubert, 75013 Paris, ci-après dénommé « le dépositaire ».

#### 6.4. Teneur de registre

La fonction de teneur de registre est déléguée à Amundi Tenue de Comptes.

Ce registre comporte pour chaque porteur de parts un compte administratif retraçant les sommes affectées au PERCOI, la ventilation des investissements réalisés et les délais d'indisponibilité restant à courir.

Les porteurs de parts sont informés de la vie de ce compte dans les conditions prévues à l'article 18 du présent PERCOI.

---

(1) Tout changement de dénomination sociale des intervenants au plan s'appliquera de plein droit.

## **Article 7**

### *Ressources du plan*

Ce PERCOI peut recevoir :

- les versements volontaires facultatifs des salariés ;
- la totalité ou une partie des primes d'intéressement ou des suppléments d'intéressement ;
- la totalité ou une partie des sommes correspondant à la valeur monétaire des droits accumulés dans le compte épargne-temps (CET) ou certains jours de repos visés à l'article 10 du présent PERCOI ;
- la totalité ou une partie des droits à participation ou des suppléments de participation ;
- les sommes provenant de l'abondement de l'entreprise, si celle-ci le souhaite ;
- l'abondement d'amorçage de l'entreprise lors de son adhésion, si elle le souhaite.

Le présent PERCOI peut également recevoir :

- les sommes provenant d'un transfert individuel des avoirs détenus par un bénéficiaire dans un PEE, un PEG ou un PEI, qu'il y ait rupture ou non du contrat de travail et que ce transfert intervienne au cours ou à l'issue de la période d'indisponibilité ;
- les sommes provenant d'un transfert individuel des avoirs détenus par un bénéficiaire dans un PERCO, un PERCOG ou un PERCOI, qu'il y ait rupture ou non du contrat de travail ;
- les sommes provenant d'un transfert collectif des avoirs détenus dans un PERCO, un PERCOG ou un PERCOI ;
- les sommes déjà investies en compte courant bloqué ou en FCPE provenant de la participation, qu'il y ait rupture ou non du contrat de travail. Ce transfert peut intervenir pendant la période d'indisponibilité ou sans délai à l'issue de cette période ;
- et, plus généralement, toutes sommes admises par la législation et la réglementation.

En tout état de cause, les sommes ainsi transférées sont indisponibles jusqu'à la retraite, ne donnent pas lieu à l'abondement de l'employeur dans le cadre du présent plan et ne sont pas comprises dans le plafond maximum annuel des versements du bénéficiaire.

## **Article 8**

### *Frais et contribution*

#### **8.1. Frais de tenue de registre et de tenue de compte conservation de parts**

Les frais de tenue de registre et de tenue de compte conservation de parts sont pris en charge par l'entreprise dans les conditions visées en annexe du présent règlement.

Pour les salariés ayant quitté l'entreprise, les frais de tenue de compte individuel sont à leur charge à compter de l'exercice suivant leur départ de l'entreprise, et ce tant que ces derniers conservent des avoirs dans le PERCOI. Ces frais sont prélevés annuellement par rachat de parts sur les comptes des participants concernés.

En cas de liquidation d'une entreprise adhérente au présent plan, les frais de tenue de compte individuel dus postérieurement à la liquidation sont à la charge du bénéficiaire.

#### **8.2. Commissions de souscription (droits d'entrée) dans les FCPE et autres frais**

Les droits d'entrée dans les FCPE sont à la charge des porteurs de parts.

Ces derniers en sont informés préalablement par des moyens appropriés.

Les entreprises qui décident de prendre à leur charge les droits d'entrée dans les FCPE devront mentionner ce choix à la société de gestion/ou distributeur et au teneur de compte et en informer leurs salariés.

### 8.3. Frais de fonctionnement, de gestion des fonds et autres frais indirects

Les frais de fonctionnement et de gestion du fonds (frais de gestion financière, de gestion administrative et comptable, de conservation, de conseil de surveillance, etc.) ainsi que les frais indirects sont prélevés sur les actifs des FCPE et sont donc supportés par les bénéficiaires.

### 8.4. Abondement de l'entreprise

Les entreprises qui le souhaitent ont la faculté de compléter les versements des bénéficiaires par un abondement dans le respect des règles légales et réglementaires en vigueur (notamment, respect du caractère collectif).

Les entreprises choisissent le cas échéant, selon l'origine des versements (versements volontaires facultatifs, intéressement, participation, supplément d'intéressement ou de participation, sommes provenant du CET), le(s) niveau(x) d'abondement(s) applicable(s) aux versements, dans les fourchettes et selon les paliers suivants :

a) Le taux d'abondement doit être compris entre 5 % et le taux maximum légal mentionné à l'article L. 3332-11 du code du travail (soit un maximum de 300 %), et ce par tranche de 5 ;

b) Le plafond d'abondement, dans la limite du plafond maximum légal mentionné à l'article R. 3332-8 du code du travail (soit un maximum de 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale), doit être exprimé :

- soit en euros, avec un montant minimum de 100 €, par tranche de 100 ;
- soit en pourcentage du plafond annuel de la sécurité sociale, avec un minimum de 1 %, par tranche de 1.

L'entreprise peut choisir une formule simple ou dégressive.

Les entreprises devront mentionner leur choix à la société de gestion/ou distributeur et au teneur de compte, et ce par l'intermédiaire des conditions particulières valant bulletin d'adhésion de l'entreprise.

L'abondement doit être affecté au PERCOI concomitamment aux versements des bénéficiaires ou, au plus tard, à la fin de chaque exercice et, en tout état de cause, avant le départ du bénéficiaire de l'entreprise.

Lorsque les droits du CET sont affectés au PERCOI, ceux d'entre eux qui correspondent à un abondement en temps ou en argent de l'employeur au CET sont assimilés à un abondement direct de l'employeur au PERCOI, donc exonérés de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu dans la limite du plafond de droit commun du PERCOI défini aux articles L. 3332-11 et R. 3334-2 du code du travail.

Les anciens salariés qui affecteront au plan d'épargne l'intéressement ou la participation perçus au titre de leur dernière période d'activité ne bénéficieront en aucun cas de l'abondement tel qu'il est défini dans le présent article.

De même, cet abondement ne pourra en aucun cas porter sur les sommes disponibles et/ou indisponibles issues d'un transfert, conformément à l'article 7.

En l'absence de modification, les modalités d'abondement choisies par l'entreprise sont applicables sur une année civile et par tacite reconduction. Néanmoins, les modalités d'abondement retenues pourront faire l'objet d'une modification qui devra intervenir préalablement aux premiers versements de l'année civile.

Il est précisé que toute modification devra être portée à la connaissance des bénéficiaires du plan par tout moyen approprié (affichage sur les emplacements réservés à la communication au personnel ou information individuelle) préalablement à tout versement.

En cas de modification des conditions d'abondement, la formule choisie doit être portée à la connaissance de la société de gestion et du teneur de compte.

En tout état de cause, l'entreprise s'engage à respecter le principe de non-substitution de l'abondement à un élément de rémunération au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale en vigueur dans l'entreprise au moment de l'adhésion ou qui devient obligatoire en vertu de règles légales ou contractuelles.

#### 8.4 bis. Abondement d'amorçage de l'employeur

Lors de son adhésion, chaque entreprise qui le souhaite aura la possibilité d'effectuer, pour tous les bénéficiaires définis à l'article 4, un versement initial à leur compte individuel d'un montant maximum égal au plafond fixé par le code du travail (à titre indicatif : 1 % du plafond annuel de la sécurité sociale à la date de signature du présent PERCOI).

Ce versement initial ne sera pas subordonné à un versement volontaire du bénéficiaire.

Toutefois, il sera pris en compte pour le calcul de l'abondement maximum pouvant être versé au bénéficiaire en application des règles d'abondement retenues par l'entreprise. Il sera soumis au même régime social et fiscal que l'abondement.

### Article 9

#### *Régime fiscal et social*

L'abondement n'a pas le caractère de rémunération au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, ni le caractère d'élément de salaire pour l'application de la législation du travail.

Pour le bénéficiaire, l'abondement est exonéré de charges sociales mais supporte la CSG et la CRDS et n'est pas soumis à l'impôt sur le revenu.

Pour l'entreprise, l'abondement est déductible du bénéfice pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu selon le cas et est exonéré de charges sociales et de taxes sur les salaires mais supporte la cotisation dite « forfait social ».

Lorsque l'abondement excède annuellement pour chaque bénéficiaire le montant fixé à l'article L. 137-5 du code de la sécurité sociale, il est soumis à une contribution de 8,2 % au profit du fonds de réserve des retraites à la charge de l'employeur.

Il est précisé que pour ouvrir droit aux exonérations fiscales et sociales, l'abondement ne peut être supérieur par année civile et par bénéficiaire au triple de la contribution de celui-ci et au plafond prévu par les articles L. 3332-11 et R. 3334-2 du code du travail.

Les plus-values constatées lors de la délivrance des parts des FCPE supportent la CSG et la CRDS et, le cas échéant, des prélèvements et contributions obligatoires fixés par la réglementation sociale et fiscale.

Toute modification des contributions fiscales et sociales suite à une évolution législative ou réglementaire s'appliquera de plein droit au présent PERCOI.

### Article 10

#### *Modalités d'alimentation du PERCOI*

Les versements au plan d'épargne seront, par FCPE, du montant minimum indiqué dans chacun des documents d'information clé pour l'investisseur (DICI) des FCPE, lesquels sont annexés au présent PERCOI. Sur les bases des ressources du plan visées à l'article 7 du présent accord, il est précisé les modalités d'alimentation suivantes.



## Versements volontaires des bénéficiaires

Ce PERCOI reçoit les versements volontaires des bénéficiaires, qui ne pourront excéder, par année civile, le quart de la rémunération annuelle brute perçue par le salarié au titre de l'année du versement. Cette limite s'applique aux versements volontaires, y compris à l'intéressement.

Le montant total annuel des sommes versées par le chef d'entreprise ne peut excéder le quart de son revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente. Dans le cas d'une personne morale, le montant total annuel des sommes versées par le président, les directeurs généraux, gérants ou membres du directoire ne peut excéder le quart des rémunérations perçues au titre des fonctions exercées dans l'entreprise et dont le montant est imposé à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des traitements et salaires.

Les versements annuels du conjoint du chef d'entreprise ayant le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé ainsi que les versements des salariés dont le contrat de travail est suspendu et qui n'ont perçu aucune rémunération au titre de l'année précédente ne pourront excéder le quart du plafond annuel de la sécurité sociale.

Le montant total annuel des sommes versées par les retraités ne peut excéder le quart de leur pension de retraite ou de leur allocation de préretraite.

Pour apprécier les plafonds indiqués, doivent être pris en considération tous les plans d'épargne salariale auxquels le bénéficiaire participe.

### Versements volontaires programmés ou exceptionnels

Les versements pourront être effectués sur le PERCOI à tout moment soit de façon programmée par prélèvement et selon une périodicité (mensuelle, trimestrielle ou semestrielle) définie par les bénéficiaires, soit de façon exceptionnelle par chèque ou prélèvement.

Ces derniers transmettent leur bulletin de versement directement au teneur de compte, qui se charge, le cas échéant, du calcul de l'abondement de l'entreprise. Chaque versement doit préciser l'affectation désirée.

### Intéressement

Lorsque le bénéficiaire décide d'affecter sa prime d'intéressement, en totalité ou en partie, au PERCOI, il doit le faire dans les 15 jours suivant sa perception ou la remise du bulletin d'option l'informant du montant qui lui est attribué, selon les modalités retenues par l'entreprise.

Les sommes ainsi versées au plan sont exonérées de l'impôt sur le revenu dans la limite du plafond prévu aux articles L. 3315-2 et L. 3315-3 du code du travail.

Le cas échéant, le teneur de compte calcule l'abondement de l'entreprise.

### Sommes provenant du compte épargne-temps (CET)

Si l'accord du CET le permet, le bénéficiaire peut affecter au présent PERCOI la totalité ou une partie de ses droits accumulés au CET ; il le fait selon les modalités retenues par l'entreprise. Les sommes ainsi affectées ne sont pas comprises dans le plafond maximum annuel de versements. Le cas échéant, Amundi Tenue de Comptes calcule l'abondement et le prélève sur le compte de l'entreprise.

Lorsque les droits du CET sont transférés vers le PERCOI, ceux d'entre eux qui correspondent à un abondement en temps ou en argent de l'employeur au CET sont assimilés à un abondement direct de l'employeur au PERCOI, donc exonérés de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu (conformément aux dispositions de l'article L. 3153-3 du code du travail), dans la limite du plafond de droit commun du PERCOI défini aux articles L. 3332-11 et R. 3334-2 du code du travail.

Les droits transférés qui ne correspondent pas à un abondement de l'employeur en temps ou en argent bénéficient également d'un régime d'exonération sociale et fiscale particulier défini à l'article L. 3153-3 du code du travail, et ce dans la limite d'un plafond de 10 jours par an.

#### Sommes provenant des jours de congé non pris

En l'absence de compte épargne-temps dans l'entreprise, chaque bénéficiaire peut, sur demande individuelle et dans la limite de 5 jours par an, verser dans le PERCOI les jours correspondant à des jours de repos non pris. Le congé annuel ne peut être affecté à ce dispositif que pour sa durée excédant 24 jours ouvrables. Ces jours de repos ou de congé sont investis dans le présent PERCOI pour la valeur de l'indemnité de congé calculée selon les dispositions des articles L. 3141-22 à L. 3141-25 du code du travail, étant précisé que l'entreprise informe les bénéficiaires de la valeur monétaire d'un jour de congé. Les sommes versées bénéficient d'allègements fiscal et social visés à l'article L. 3334-8 du code du travail.

Les sommes ainsi affectées au PERCOI sont prises en compte dans le plafond annuel de versements volontaires. Le cas échéant, Amundi Tenue de Comptes calcule l'abondement et le prélève sur le compte de l'entreprise.

#### Versement de la participation obligatoire ou volontaire

Lorsque le bénéficiaire décide d'affecter sa participation, en totalité ou en partie, au PERCOI, il doit en faire la demande dans les 15 jours suivant la remise du bulletin d'option établie par l'entreprise l'informant du montant qui lui est attribué et dont il peut demander en tout ou partie le versement. L'affectation au PERCOI s'effectue selon les modalités précisées dans l'accord de participation. Ces sommes ne sont pas prises en compte dans le plafond du quart de la rémunération annuelle brute prévu dans le présent article.

En cas d'absence de réponse du bénéficiaire dans les délais impartis sur la perception ou non de sa participation et/ou sur son choix de placement, la participation sera, conformément à l'article L. 3324-12 du code du travail, affectée pour moitié et par défaut au FCPE monétaire du PERCOI. L'autre moitié sera affectée conformément à l'accord de participation.

Les sommes ainsi versées au plan sont exonérées de l'impôt sur le revenu.

Le cas échéant, le teneur de compte calcule l'abondement de l'entreprise.

### Article 11

#### *Investissement des sommes recueillies par le PERCOI <sup>(1)</sup>*

##### 11.1 Gestion libre

Les sommes recueillies par le PERCOI sont employées à l'acquisition de parts et de fractions de parts de fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) dans lesquels les bénéficiaires pourront choisir d'affecter leur épargne :

- FCPE AGRICA épargne défensif ;
- FCPE AGRICA épargne prudent ;
- FCPE AGRICA épargne équilibré ;
- FCPE AGRICA épargne dynamique.

Ces FCPE sont gérés par la société de gestion AGRICA épargne ;

- FCPE Amundi Prem 3 mois - H ;
- FCPE Amundi label équilibre solidaire ;

---

(1) Tout changement de nom des FCPE s'appliquera de plein droit au présent plan.



Ces FCPE sont gérés par la société de gestion Amundi. AGRICA épargne en est le distributeur.

Sont annexés au présent PERCOI les critères de choix des FCPE ainsi que les documents d'information clé pour l'investisseur (DICI) des FCPE, lesquels précisent notamment l'orientation de placement, la politique de gestion ainsi que les droits et obligations des porteurs de parts.

En cas d'erreur ou d'omission sur le bulletin de versement, l'investissement sera suspendu jusqu'à réception par le teneur de compte de nouvelles instructions de la part du bénéficiaire (pour la participation, en cas d'erreur ou d'absence de réponse sur le bulletin de versement, voir article 10 du présent PERCOI).

## 11.2 Gestion pilotée

Le bénéficiaire peut également choisir l'option « PERCOI piloté ». La technique de l'option pilotée est une technique d'allocation d'actifs, automatisée entre des FCPE : AGRICA épargne défensif, AGRICA épargne dynamique, AGRICA épargne équilibré et Amundi Prem 3 mois - H, et ce en fonction d'un profil de risque et d'un horizon de placement choisis par le bénéficiaire.

Les modalités de mise en œuvre de cette gestion sont indiquées en annexe du présent PERCOI.

### Article 12

#### *Modification de l'affectation des avoirs (arbitrage)*

Les porteurs de parts ont la faculté d'effectuer à tout moment et individuellement des arbitrages de tout ou partie de leurs avoirs entre les FCPE proposés.

L'arbitrage ainsi réalisé est sans effet sur la durée d'indisponibilité restant à courir et ne donne lieu ni à la perception de commission de souscription, ni à abondement.

Dans le cadre de la gestion pilotée du PERCOI, les bénéficiaires donnent par ce moyen l'ordre au teneur de compte et/ou de registre d'effectuer en leur nom et pour leur compte les arbitrages entre les différents FCPE utilisés selon les profil et horizon choisis.

### Article 13

#### *Délai d'indisponibilité des avoirs*

Les sommes affectées au PERCOI deviennent disponibles à compter du départ à la retraite.

### Article 14

#### *Cas de déblocage anticipé*

Selon la législation en vigueur, les bénéficiaires peuvent obtenir le déblocage de leurs avoirs avant leur départ à la retraite, sans remettre en question les avantages fiscaux attachés au PERCOI, dans les cas suivants :

- décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité. En cas de décès de l'intéressé, il appartient à ses ayants droit de demander le déblocage des sommes dans les 6 mois du décès. Passé ce délai, les ayants droit seront soumis au régime fiscal des plus-values de cession de valeurs mobilières ;
- expiration des droits à l'assurance chômage du titulaire ;
- l'invalidité de l'intéressé, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne liée par un pacte civil de solidarité : cette invalidité s'apprécie au sens des 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale ou est reconnue par décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées prévue à l'article L. 241-5 du code de l'action sociale et des familles, à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle. Le déblocage pour chacun de ces motifs ne peut intervenir qu'une seule fois ;

- situation de surendettement du salarié définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des fonds ou à l'employeur soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des avoirs paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé ;
- affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel.

Il en sera de même pour tout autre cas fixé ultérieurement par la législation ou la réglementation.

La survenance de l'un de ces événements n'entraîne pas automatiquement le déblocage des avoirs. Il appartient au porteur de parts d'en faire la demande, qui peut porter sur la totalité ou sur une partie seulement des avoirs, dans les 6 mois de la survenance du fait générateur, sauf dans les cas de décès du conjoint ou de la personne liée au bénéficiaire par un pacte civil de solidarité, d'expiration des droits à l'assurance chômage du titulaire, d'invalidité et de surendettement où elle peut intervenir à tout moment.

Toute demande de rachat occasionnée par un des cas de déblocage anticipé doit être accompagnée des pièces justificatives. Les avoirs pouvant être débloqués seront attribués au bénéficiaire sous forme d'un versement unique.

## Article 15

### *Retrait des avoirs (rachat de parts)*

Le retrait des avoirs entraîne une demande de rachat de parts de FCPE qui doit être transmise au teneur de compte.

#### 15.1. Modalités de délivrance des avoirs

La délivrance des parts de FCPE devenues disponibles du fait du départ à la retraite du participant intervient, au choix du bénéficiaire :

- soit sous forme de rente viagère acquise à titre onéreux ;
- soit sous forme de capital, en une seule fois ou de manière fractionnée ;
- soit une partie sous forme de rente viagère acquise à titre onéreux et une partie sous forme de capital, qui ne pourra être fractionné.

La délivrance des parts de FCPE demandée par le bénéficiaire suite à la survenance d'un cas de déblocage anticipé intervient sous forme d'un versement unique (en capital) qui porte, au choix du participant, sur tout ou une partie des avoirs.

En tout état de cause, la liquidation du PERCOI est de droit à partir de la date à laquelle l'adhérent a fait liquider sa pension dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse.

Toute demande de remboursement est adressée au teneur de compte.

Lorsque le bénéficiaire envisage la délivrance de ses avoirs sous forme de rente viagère, il peut, par l'intermédiaire de la société de gestion, obtenir des informations sur les conditions de souscription et de liquidation auprès de l'organisme assureur gestionnaire désigné à l'article 15.2.

#### 15.2. Organisme assureur désigné pour la gestion de la rente

Lorsque la délivrance des avoirs intervient sous forme de rente viagère acquise à titre onéreux, à la demande du bénéficiaire, Amundi Tenue de Comptes transmet les avoirs du participant à l'organisme assureur gestionnaire CCPMA prévoyance (institution de prévoyance régie par le titre III du livre IX du code de la sécurité sociale), désigné par AGRICA épargne pour déterminer le niveau de la rente.

CCPMA prévoyance verse la rente au participant selon des échéances périodiques et selon des modalités fixées par contrat.

## **Article 16**

### *Transfert individuel et collectif des avoirs*

Lorsqu'un bénéficiaire quitte l'entreprise et est embauché dans une autre entreprise qui dispose également d'un PERCO, d'un PERCOG ou d'un PERCOI, ce dernier peut demander le transfert de ses avoirs vers ledit plan.

Pour ce faire, le salarié communique à l'entreprise qu'il quitte les avoirs qu'il souhaite transférer, le nom et l'adresse de son nouvel employeur et de l'établissement teneur de compte conservateur de parts.

Le teneur de compte se charge alors d'effectuer le transfert.

Le transfert des sommes investies dans le PERCOI ne peut pas intervenir vers un plan d'épargne de plus courte durée.

Ce transfert est à la charge du porteur de parts.

Les transferts collectifs peuvent également s'effectuer.

## **Article 17**

### *Capitalisation des revenus des FCPE*

Les revenus des FCPE souscrits à travers le présent PERCOI sont automatiquement capitalisés. Il en va de même des avoirs fiscaux et des crédits d'impôt attachés aux valeurs mobilières détenues par les fonds communs de placement qui feront l'objet d'une demande de remboursement à l'administration fiscale. Les sommes provenant de cette restitution seront elles-mêmes réemployées. Les revenus ainsi réemployés viennent en accroissement de la valeur globale des avoirs du fonds et, par conséquent, de la valeur de la part et sont exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Tous les actes et formalités nécessaires à ce réemploi seront accomplis par le gestionnaire de portefeuille.

## **Article 18**

### *Information des porteurs de parts*

#### 18.1. Information collective

En cas d'adhésion de l'entreprise au présent PERCOI, les salariés sont informés du dispositif par tout moyen approprié (affichage sur les emplacements réservés à la communication au personnel ou information individuelle). En cas d'abondement de l'entreprise, les modalités choisies seront remises à chaque bénéficiaire du PERCOI et à tout salarié nouvellement embauché ou feront l'objet d'un affichage dans l'entreprise sur les emplacements réservés à la communication au personnel.

Tout bénéficiaire qui souhaite détenir le texte du présent accord pourra l'obtenir auprès de l'entreprise.

#### 18.2. Information individuelle

Tout bénéficiaire d'une entreprise adhérente au présent PERCOI reçoit un livret d'épargne salariale, établi sur tout support durable, présentant l'ensemble des dispositifs d'épargne salariale. Les informations spécifiques au présent PERCOI seront annexées à ce livret.

Chaque participant au PERCOI est informé de l'option PERCOI pilote à compter de son 45<sup>e</sup> anniversaire, et ce par le teneur de compte, à l'occasion de l'envoi du relevé de compte individuel annuel.

Le teneur de compte adresse un relevé de compte une fois par an à chaque porteur de parts. Chaque opération donne lieu à un avis d'opération. Lorsque la réglementation le permet, les opérations à caractère répétitif et systématique donnent lieu à un avis d'opération semestriel.

### 18.3. Information des salariés lors du départ de l'entreprise

Tout bénéficiaire du présent PERCOI quittant l'entreprise reçoit un état récapitulatif de l'ensemble de ses avoirs, à insérer dans le livret d'épargne salariale, indiquant :

- l'identité du bénéficiaire ;
- le descriptif des avoirs acquis ou transférés dans l'entreprise par accord de participation et plans d'épargne dans lesquels il a effectué des versements, avec, le cas échéant, mention des dates auxquelles ces avoirs sont disponibles ;
- l'identité et l'adresse du (ou des) teneur(s) de registre ou du (ou des) teneur(s) de compte conservation auprès duquel (desquels) le bénéficiaire a un compte ;
- les références de l'ensemble des établissements habilités pour les activités de conservation ou d'administration d'instruments financiers, gérant des sommes et valeurs mobilières épargnées ou transférées par le bénéficiaire.

Le teneur de compte doit être avisé du départ de ses salariés ou autres bénéficiaires du plan. Le salarié est avisé qu'il devra par la suite signaler tout changement d'adresse au teneur de compte.

Lorsqu'un bénéficiaire du plan qui a quitté l'entreprise ne peut être atteint à la dernière adresse indiquée par lui, la conservation des parts de FCPE continue d'être assurée par l'organisme qui en est chargé et auprès duquel l'intéressé peut les réclamer jusqu'au terme du délai prévu au 10° *bis* de l'article 135-3 du code de la sécurité sociale (30 ans).

## Article 19

### *Conseil de surveillance*

Chaque FCPE est doté d'un conseil de surveillance conformément à l'article L. 214-39 du code monétaire et financier. La composition, le fonctionnement et les pouvoirs du conseil de surveillance sont précisés par le règlement de chaque FCPE.

Le conseil de surveillance de chaque FCPE se réunit obligatoirement une fois par an pour l'examen du rapport annuel sur les opérations des FCPE, les résultats obtenus, la situation financière avec décompte des frais de gestion et l'inventaire détaillé de l'actif net.

Le rapport annuel des FCPE ou, le cas échéant, le rapport simplifié sont mis à la disposition de chaque porteur de parts sur le site internet dédié à l'épargne salariale ou sont adressés par la société de gestion à tout porteur de parts qui en fait la demande.

## Article 20

### *Comité paritaire de suivi*

Un comité paritaire de suivi est mis en place ayant pour objet d'assurer le suivi du présent accord. Ce comité paritaire de suivi est composé d'un représentant par organisation syndicale signataire du présent accord et d'autant de représentants de l'organisation patronale signataire.

## Article 21

### *Date d'effet et modification de l'accord*

#### 21.1. Date d'effet et demande d'extension

Le présent accord PERCOI et ses annexes s'appliquent pour une durée indéterminée après l'expiration du délai de contrôle de conformité de l'administration à compter du jour qui suit son dépôt. La date de dépôt retenue est celle mentionnée sur le récépissé de dépôt à la DIRECCTE compétente, étant précisé que ce dépôt ne pourra intervenir qu'après l'expiration du délai d'opposition. Les parties conviennent d'en demander l'extension. La demande sera effectuée à l'initiative de la partie signataire la plus diligente.

### 21.2. Modification de l'accord

Le présent accord PERCOI pourra, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties signataires, être modifié par avenant, établi selon la même procédure que sa conclusion. L'avenant devra être adopté 3 mois avant la fin de l'exercice civil, pour prendre effet l'exercice suivant et faire l'objet d'un dépôt selon les mêmes modalités que l'accord initial.

### 21.3. Dénonciation de l'accord

Le présent accord PERCOI pourra, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties signataires, être dénoncé avec un préavis de 3 mois. S'il n'a pas été remplacé par un nouvel accord PERCOI dans un délai de 1 an à compter de l'expiration du préavis, les entreprises adhérentes, en accord avec leurs salariés, organiseront le transfert des avoirs acquis vers un autre PERCOI.

## **Article 22**

### *Litiges*

Les litiges afférents à l'application du présent PERCOI seront résolus à l'amiable dans le cadre du comité paritaire de suivi, avant d'avoir recours aux juridictions compétentes.

## **Article 23**

### *Dépôt*

Le présent PERCOI, ses annexes ainsi que ses avenants seront déposés, selon les modalités et respect des délais fixés, par la réglementation, à la DIRECCTE compétente. Un exemplaire de l'accord PERCOI, son règlement, ses annexes ainsi que ses avenants seront déposés au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Fait à Paris, le 25 mars 2014.

(Suivent les signatures.)